

Nouvelles menaces, nouveaux risques, nouveaux défis, la France est-elle préparée?



Alexandre del Valle évoque cette semaine avec Eric Denécé, l'un des meilleurs spécialistes français du renseignement, les risques et menaces au coeur de l'Hexagone. Eric Denécé apporte également un regard critique sur la refonte du monde du renseignement depuis le mandat de Nicolas Sarkozy en 2009.

Avec Eric Denécé, Alexandre Del Valle

Poursuivant sa série d'entretiens avec des experts du Renseignement, Alexandre del Valle a interrogé cette semaine l'un des meilleurs spécialistes français du Renseignement, Éric Denécé, qui aborde sans tabous ni langue de bois, les risques et menaces les plus variées, de l'islamisme et l'immigration incontrôlée à la Cybersécurité, en passant par les extrémistes Black blocs et d'extrême-gauche, animalistes, écologistes radicaux ou technophobes, dont la presse et les "chasseurs d'extrémistes" parlent bien moins que les diables en chefs "identitaires" ou autres "populistes" à la Trump affublés de tous les maux. Et il jette un regard critique sur la refonte du monde du Renseignement depuis le mandat de Nicolas Sarkozy en 2009.

Docteur en Science Politique, Habilité à diriger des recherches, Eric Denécé est fondateur et directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R). Ancien officier-analyste au Secrétariat Général de la Défense Nationale (SGDN), ancien cadre de l'industrie, puis créateur et directeur du département d'intelligence économique du groupe GEOS, Denécé a un parcours original et une double expérience de terrain et académique: officier de Marine, il opéré un temps au Cambodge, aux côtés de la résistance anticommuniste, puis en Birmanie, pour la protection des intérêts de Total contre la guérilla locale. Il a également été consultant pour le ministère de la Défense concernant l'avenir des forces spéciales et s'est rendu dans tous les pays concernés par les « révolutions » arabes, du Maroc à la Syrie, afin de suivre, sur le terrain, ces événements majeurs. Son analyse totalement à contre-courant du conflit syrien avait d'ailleurs laissé sans voix Yves Calvi sur LCI (<https://www.dailymotion.com/video/x5sky1q>). Il a par ailleurs longtemps enseigné le renseignement et l'intelligence économique dans des écoles de commerce et universités françaises et étrangères (ENA, Ecole de Guerre, Université de Bordeaux...). Il est auteur de nombreux ouvrages**, et ses travaux sur le renseignement lui ont valu d'être lauréat du Prix 1996 de la Fondation pour les Etudes de Défense (FED) et du Prix Akropolis 2009 (Institut des Hautes Etudes de Sécurité Intérieure).

Alexandre del Valle: Eric Denécé, en tant que professionnel du renseignement, pensez-vous que le Renseignement français et occidental est bien préparé à la lutte contre les nouvelles menaces, notamment la cybersécurité, l'islamisme et le terrorisme ? Quelles menaces principales identifiez-vous?

Eric Denécé : Les pays occidentaux sont aujourd'hui confrontés à six menaces majeures : le terrorisme djihadiste, la plus visible ; la subversion islamiste, la plus dangereuse ; les cybermenaces (cybercriminalité, cyberespionnage, hacktivisme), en plein développement ; les nouvelles formes de contestation violentes (Blacks Blocs, écologistes et animalistes radicaux, technophobes, etc.) ; l'espionnage politique et technologique qui demeure une constante des rivalités internationales ; et l'espionnage économique, qui s'exerce principalement entre nations et entreprises occidentales concurrentes. On le voit, ces menaces proviennent à la fois d'acteurs étatiques et non étatiques (groupes terroristes, organisations criminelles, mouvements activistes, entreprises). Il y a donc une double diversification des menaces et des acteurs dont elles émanent. C'est là un défi auxquels nos Etats sont maintenant confrontés depuis un quart de siècle. Depuis la fin de la Guerre froide, les services de renseignement et de sécurité s'y sont peu à peu adaptés. Mais cette adaptation a été marquée par deux phénomènes. D'une part, elle a été plus lente que l'évolution des menaces, c'est-à-dire que les services sont en réaction constante et non en anticipation. D'autre part, jusqu'à ces dernières années, l'essentiel de leurs moyens était consacré à la lutte contre le terrorisme, au détriment des autres domaines. Cela a été en partie corrigé depuis.

La France en particulier, a consenti, depuis le milieu des années 1990 et à des efforts réguliers pour mettre à niveau son dispositif de renseignement, mais toujours en réaction à des événements tragiques. Si ces efforts n'ont pas été au même niveau que ceux consentis aux

Etats-Unis ou au Royaume-Uni, ils n'en n'ont pas moins été significatifs, car notre communauté du renseignement a crû de près de 50% en vingt ans.

De nombreux points positifs doivent être signalés : l'intérêt nouveau porté par le politique aux activités de renseignement, la création de diverses instances interministérielles (coordinateur, académie, inspection générale), la modernisation de nos moyens d'interception technique, l'accroissement des budgets, les lois sur la protection des opérateurs et sur les méthodes particulières de recueil, la création d'une délégation parlementaire et d'une commission de contrôle, etc.

Toutefois, des lacunes demeurent : une polarisation trop grande sur le contre-terrorisme au détriment du contre-espionnage et des menaces internes et externes en devenir ; le recrutement, qui demeure très administratif et tend à privilégier des profils trop « classiques » (sciences Po) ; la formation initiale, qui demeure insuffisante ; la gestion des carrières, qui rend notamment difficile la fidélisation des spécialistes techniques ; notre incapacité de produire un "Palantir à la française" * ; nos lacunes en matière de guerre électronique ; et une technocratie qui s'est accrue avec l'augmentation des effectifs.

Il n'en demeure pas moins que les femmes et les hommes de la communauté française du renseignement sont très motivés et entièrement dévoués à leur tâche et que la France demeure l'un des rares pays au monde à être présent sur tous les segments du renseignement (civil, militaire, humain, technique) et à disposer d'une véritable autonomie d'information et de décision.

ADV: Comment analysez-vous rétrospectivement la refonte des institutions du renseignement français depuis le mandat de Nicolas Sarkozy?

Eric Denécé : Malheureusement, la réforme de 2008 a été contre-productive. En effet, elle a répondu à la fois à une logique administrative (fusion de deux services de police au lieu de se poser la question d'une meilleure réorganisation interservices) et d'alignement sur ce qui se faisait à l'étranger, où n'existe souvent qu'un seul service de sécurité (MI5 au Royaume Uni, BfV en Allemagne, etc.). Or, notre pays, par ses particularités – et notamment sa structure anthropologique – ne répond pas à cette logique.

Le principal résultat a été une considérable perte de granularité dans la connaissance des territoires et des forces qui s'y agitent avec la suppression des RG. Douze ans après, nous n'avons toujours pas reconstitué ce maillage et une perte d'expérience majeure s'est produite. Par ailleurs, en créant la DCRI, puis la DGSI, nous avons mis sur pied un service qui a rapidement manifesté des tendances hégémoniques et un dédain des autres composantes contribuant au renseignement intérieur (SCRT, gendarmerie).

Surtout, la réforme a eu lieu à contretemps. En effet, nous avons affaibli le renseignement territorial alors que l'essentiel des menaces terroristes et subversives proviennent de nos banlieues. Par ailleurs, une autre erreur a été de confier au même service les missions de

contre-terrorisme et de contre-espionnage, qui sont des métiers différents et font appel à des états d'esprit opposés. En matière de contre-terrorisme, il faut agir vite pour neutraliser une menace, et disposer pour cela d'un pouvoir judiciaire. Au contraire, le contre-espionnage est un métier de temps long dont le but n'est pas tant d'arrêter des espions que de prendre le contrôle de l'appareil de renseignement adverse.

Finalement, en dépit de l'accélération de la mondialisation, la séparation du temps de la Guerre froide conserve tout son sens : DST chargée des menaces externes d'origine étatiques (rappelons que le terrorisme des années 70 et 80 était souvent manipulé ou soutenu par les services des pays de l'Est et des pays arabes) et DCRG chargée des menaces internes. Avec du recul, il apparaît aujourd'hui qu'il eut été plus pertinent de fusionner DST – qui ne travaillait qu'au profit de la Défense nationale - et Sécurité militaire.

ADV: Comment expliquez-vous que la question migratoire demeure un tabou y compris dans des milieux chargés des questions régaliennes et sécuritaires ? Les propos de M. Brochant ancien patron de la DGSE sur le péril migratoire sont-ils pris au sérieux en interne ? Rappelons ce qu'il avait déclaré au *Figaro Vox*: « *L'immigration, telle qu'on l'a laissée se développer depuis un demi-siècle, n'est évidemment pas le seul défi (mais) je le considère comme le plus redoutable (...), la principale (raison) tient à ce qu'il réinjecte les conflits «non-négociables» – religieux, raciaux, coloniaux – , que la France pensait avoir dépassés depuis longtemps: 1905, 1945, 1962, selon les cas. (...). « Pour la première fois en mille ans d'histoire de France, le 'multi' se réfère à une composante non européenne, comportant en outre une forte minorité, motivée par le primat de la religion sur toute autre considération », avait-il insisté. Il a d'ailleurs déploré le "secret-défense" de facto , donc une omertà sur cette question pourtant cruciale.*

Eric Denécé : Je ne crois pas que la question migratoire soit un tabou. Le discours en la matière a beaucoup évolué en 30 ans. Ce que disent les politiques, de droite comme de gauche aujourd'hui, ne sont que les propos que tenait Jean-Marie Le Pen en 1984. Et, en la matière, la classe politique est très en-deçà de ce que pense l'opinion. Mais ce discours reste incantatoire. Car face à la dangerosité des menaces migratoires, aucune mesure sérieuse n'est prise. Nous continuons de subir les affres de la culpabilité post-coloniale et le politiquement correct.

Nous restons sans réagir face à un islam politique militant et conquérant (Frères musulmans, salafistes) qui continue de s'infiltrer chez nous par le biais d'une immigration largement incontrôlée, mais aussi par le soutien qu'apportent aux radicaux divers Etats du golfe Persique (Arabie saoudite et Qatar notamment). Les tentatives de réaction récentes (loi sur le séparatisme) sont bien trop timides si nous voulons inverser un processus qui ne cesse de prendre de l'ampleur, de nier nos valeurs et de remettre en cause le vivre-ensemble républicain

Nous devrions demander à ceux qui réclament la totale liberté religieuse en France - incluant les prières de rue - qu'ils agissent parallèlement pour que ce droit soit également accordé aux bouddhistes, aux juifs, aux chrétiens et aux athées dans leur pays d'origine. Mais cela ne peut avoir lieu car l'islam actuel est dans une double logique paradoxale, hégémonique et victimaire. Pourtant, si un tel flux de migrants provient des pays musulmans, c'est bien que ces Etats sont en situation de guerre (Syrie, Irak), d'inégalités criantes (pays du Golfe) ou de sous-développement permanent.

ADV: Quel crédit donnez-vous aux fuites des milieux de la gendarmerie et du Renseignement qui évoquent des risques graves de guerres urbaines et inter-ethniques en France et d'autres pays européens concernés par l'immigration massive et l'islamisme ? Est-ce une fatalité comme le décrit Eric Zemmour ou est-il encore temps de recréer du « vivre-ensemble » ?

Eric Denécé : C'est un discours que l'on entend depuis plus de 20 ans. Le fait que rien ne soit advenu ne signifie pas que nous allons y échapper ni qu'un clash va se produire. En réalité, la situation reste tangentielle depuis 20 ans.

Certes, il n'est pas inenvisageable que des violences éclatent et que des tentatives de séparatisme aient lieu, mais parler de guerre civile me semble inapproprié. Pour qu'une telle situation advienne, il faut deux camps d'importance à peu près équivalente, comme dans l'exemple de la guerre d'Espagne. Or, aujourd'hui, ceux qui posent problème - principalement les islamistes radicaux pouvant passer à l'action violente -, aussi dangereux et armés soient-ils, sont très minoritaires. Ils ont la capacité de créer de l'insécurité, de provoquer des combats, voire de parvenir à la prise de contrôle de certaines cités de banlieues - ce qui serait un réel et grave problème -, mais cette guérilla urbaine ne serait pas à mon sens une guerre civile. C'est pourquoi, si des mesures sérieuses étaient prises sans tarder, ces foyers subversifs pourraient être mis rapidement hors d'état de nuire. Mais si rien n'est fait, nous devons nous préparer à des situations futures d'affrontements localisés en divers points du territoire national qui pourraient échapper à l'autorité républicaine.

ADV: Le Chef d'État-Major de l'Armée de Terre (CEMAT), le Général Thierry Burkhard, a déclaré que les armées françaises devaient se préparer de nouveau à des "conflits" de haute intensité (" le rapport de force redevient le mode de règlement des différends entre Nations. Le combat de haute intensité devient une option très probable (...). Préparer la guerre ne peut souffrir aucune approximation "). Qu'en pensez-vous ? "

Eric Denécé : C'est une réalité. Rappelons qu'à l'exception de la Guerre froide - au cours de laquelle nous nous sommes préparés à un conflit de haute intensité qui n'a heureusement jamais eu lieu -, depuis 1945, les forces françaises n'ont été confrontées qu'à des conflits asymétriques dits de basse intensité - j'écarte la guerre du Golfe (1991), peu significative.

Aujourd'hui, un phénomène nouveau émerge : des risques d'affrontement avec des Etats non nucléaires disposant de moyens militaires modernes. C'est en particulier le cas de la Turquie, à laquelle nous pourrions être confrontés en Libye, en Grèce ou en Méditerranée dans des combats aéroterrestres ou maritimes. Plus largement, on observe que beaucoup de pays du monde ont modernisé leur arsenal militaire alors que les Européens ont tous cherché à profiter des « dividendes de la paix » et ont baissé la garde. La situation actuelle n'est plus celle d'il y a trente ans et des armements modernes (drones, missiles, aéronefs, moyens de guerre électronique, etc.) sont présents partout, pas seulement chez les grandes puissances militaires. En revanche, je ne crois pas à un durcissement de la situation avec la Russie... sauf si les Américains la provoquent et nous entraînent avec eux !

Toutefois, il est absolument nécessaire que nous fassions de nouveaux efforts pour adapter notre outil militaire à cette nouvelle situation, car il a été bien trop négligé ces dernières décennies. Les effectifs sont insuffisants et nos opérations ne tiennent que par le dévouement et l'abnégation de nos troupes. Le montant de 2% du PIB est vraiment un plancher minimal si nous voulons disposer d'une défense crédible.

ADV: Vous êtes un spécialiste des conflits et tensions en mer de Chine, pensez-vous qu'une guerre interétatique soit possible entre Chine et Japon ? Corée du Sud et Japon ou Etats-Unis ? Etats Unis et Chine ou même Vietnam et alliés ou Taiwan et alliés versus Chine ?

Eric Denécé : La situation est sensiblement différente en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale.

Dans la première, les litiges sont uniquement maritimes (délimitation des ZEE pour s'assurer de l'exploitation des ressources sous-marines) et opposent des Etats solidement armés qui n'ont pas intérêt à l'affrontement, même si la situation est parfois tendue.

En mer de Chine méridionale, la situation est plus complexe : les litiges sont à la fois insulaires et maritimes. Le nombre d'acteurs est aussi plus important (Chine, Taiwan, Vietnam, Indonésie, Philippines, etc.) et leurs dispositifs sont imbriqués les uns dans les autres en raison de la répartition géographique des îlots qu'ils occupent.

Dans cette zone, c'est Pékin qui donne le ton, mais il convient de rappeler que les revendications chinoises sont sans fondements historiques - contrairement à ce qu'affirme Pékin - ni juridiques, c'est-à-dire qu'aucune Zone économique exclusive ne peut être attribuée à ces récifs coralliens émergés.

La situation est donc en permanence celle d'un test de puissance qu'impose Pékin aux autres acteurs en ayant décrété des zones d'interdiction maritime et aérienne. La Chine a ainsi contribué à remilitariser cette zone et à accroître les tensions régionales avec ses voisins. C'est bien sûr inadmissible.

Les seuls à répondre à cette politique du fait accompli sont les Américains, au nom du droit de la libre navigation. Mais les actions de Washington relèvent parfois de provocations pour montrer à Pékin que la région reste régie par le droit international de la mer. Ainsi, les deux pays jouent un jeu dangereux, pour l'instant encore maîtrisé.

*" **Palantir à la française** " fait référence à "Palantir Technologies" importante société de services logiciels spécialisée dans l'analyse des méga données ("Big Data"), basée à Denver (Etats-Unis) et qui travaille avec les milieux du Renseignement américain (NSA, CIA, FBI), de la Défense (US Marine set US Force, de la Police NYPD, LAPD, mais aussi avec la DGSI française, la société Airbus, certaines ONG et sociétés de Santé, de Finance et d'assurance.

****Derniers ouvrages d'Eric Denécé:**

Le Renseignement au service de la démocratie, avec Jean-Marie Cotteret, Fauves, Paris, 2019; *Ecoterrorisme ! Altermondialisme, écologie, animalisme : de la contestation à la violence*, avec Jamil Abou Assi, Tallandier, Paris, 2016; *Les services secrets israéliens : Mossad, Aman, Shin Beth* , avec David Elkaïm, Tallandier, Paris, 2014; *La face cachée des « révolutions » arabes* , (dir.), Ellipses, Paris, 2012.